

Déclaration FSU – CSA académique 15 octobre 2026

Le 29 septembre, les personnels de l'Éducation nationale étaient en grève, au côté des autres fonctionnaires et agent·es public·ques, pour l'augmentation de leurs rémunérations et la défense des Services publics.

Pour autant, le Gouvernement annonce vouloir geler le point d'indice une année supplémentaire en 2027, alors même que ce dernier est gelé depuis 2024. Depuis 2010, le point d'indice n'a connu que 4 minimales revalorisations, de 6,8 % au total, quand l'inflation, entre 2010 et 2025, s'établit à 28 % ! En 2026, l'inflation devrait approcher 3%. Qu'ont bien pu faire les fonctionnaires pour être punis de la sorte, condamnés à voir leur pouvoir d'achat dégringoler sans cesse ? La situation est proprement inacceptable : les élèves fonctionnaires débutent avec une indemnité différentielle pour percevoir une rémunération égale au SMIC à l'instar des AED, des AESH et de nombreux collègues de catégorie C. Tous les moments de la carrière sont concernés par l'appauvrissement généralisé de nos professions, phénomène qui s'accélère depuis la présidence Macron. Chez les enseignant·es par exemple, si le point d'indice avait suivi l'évolution de l'inflation depuis 2020, il y a 6 ans seulement, un·e professeur·e stagiaire gagnerait 238€ net de plus par mois. Un·e certifié·e, PLP, CPE, Psy-EN, professeur·e des écoles ou d'EPS, au dernier échelon de la hors classe gagnerait 504€ net de plus par mois ! Il y a par conséquent urgence à revaloriser nos professions et tous les métiers de la Fonction publique, mais aussi urgence à leur donner les moyens d'exercer leurs missions de Service public, ce qu'ils ne parviennent plus à faire sous l'effet des coupes budgétaires ou de l'empilement de mauvaises réformes.

L'École publique est particulièrement abimée par 10 ans de réformes sélectives et inégalitaires et de suppressions d'emplois, que la FSU n'a eu de cesse de contester. Dès 2018, la FSU s'est opposée à Parcoursup instrument de dédiplomation de la jeunesse, conçu comme un outil permettant de masquer le sous-investissement de l'État dans l'enseignement supérieur. Dès 2019, la FSU a fermement contesté le lycée et le bac Blanc, jusqu'à devoir appeler à la grève de la surveillance du bac. Nous avons toujours dit que la complexification des emplois du temps, l'explosion du groupe classe et du corpus de formation, que la pression du contrôle continu et la fin des épreuves terminales ne pourraient qu'être préjudiciables à la jeunesse, en particulier celle la plus défavorisée socialement. Nous avons raison, tous les bilans de rentrée le démontrent : Parcoursup laisse sur le carreau des centaines d'élèves dans l'académie, 126 000 au niveau national en 2026. Les inégalités de genre se sont aussi très largement creusées, le mal-être de nos élèves est palpable. Arrivés.es en Seconde générale, professionnelle ou CAP à 14 ans, i-elles sont sommé·es de choisir leurs spécialités, leur filière, leur métier, en somme leur avenir.

Les multiples réformes de la voie professionnelles, ne font qu'enfoncer encore un peu plus les lycées professionnels dans la crise et les lycéen·es dans la difficulté à poursuivre des études supérieures ou à s'insérer professionnellement. Les plus en difficulté se retrouvent entre eux, dans des sections, parfois dans des sas, avec le sentiment que l'institution leur demande de patienter avant d'avoir l'âge légal pour partir sans qualification sur le marché du travail. Le gâchis est immense.

Les suppressions d'emplois de professeur·es, massives, 180 en 10 ans dans l'académie pour le Second degré, ont accompagné les réformes pour maintenir, ou faire grossir les effectifs dans les classes à un niveau inacceptable, ce qui rend les conditions de travail impossibles pour les professeur·es et intenables pour beaucoup d'élèves. Le collège n'est pas épargné, ce qui explique ses difficultés persistantes que les groupes de niveau, les collèges en progrès, les cités éducatives, les TER, et autres dispositifs, ne régleront

pas, voire aggraveront. Les professeur·es ne sont pas remplacé·es, dans le premier comme dans le second degré, débrouillez-vous, nous répond-on !

Tout cela les lycéen·es mobilisé·es l'ont bien compris et le disent : emplois du temps trop chargés, mais plein de trous, pression de l'évaluation continue, injustices de Parcoursup et de la sélection par l'origine sociale, auxquelles s'ajoutent les questions majeures du bâti scolaire dans un monde où le climat change.

À toutes les mobilisations syndicales de la FSU hier, les gouvernements ont toujours répondu par la morgue et l'insulte : nous étions des ventilateurs à angoisse, des agitateurs d'ultra gauche d'après J-M. Blanquer, des irresponsables pour E. Macron à revendiquer une revalorisation qui coûterait 10 milliards. Aux mobilisation lycéennes aujourd'hui, le Gouvernement ne se contente plus du mépris, mais répond par la brutalité policière, sur des enfants, c'est inacceptable ! Toutes les violences contre les personnes sont inacceptables, toutes les dégradations de biens publics aussi, mais la violence d'État, l'illibéralisme qu'elle entend imposer, l'est tout autant. Cette violence se double d'une absence de réponse sur le fond des revendications lycéennes qui s'expriment, le gouvernement espérant gagner du temps et misant sur l'essoufflement du mouvement : 3048 TZR, des pactes ... tout cela, nous savons ici que c'est de la poudre de perlimpinpin !

Cette rentrée se déroule également avec une nouvelle attaque sur le sport scolaire du 2nd degré, avec une baisse de 300 000€ de la subvention ministérielle à l'UNSS. Dérisoire pour le budget de l'Etat et pourtant vital pour cet outil qui concerne près de 14 000 élèves dans notre académie, ce chiffre est à mettre en regard des 2 millions d'euros dévolus aux « 2h de sport en plus au collège », dont le ministre lui-même reconnaît l'échec.

La réponse à la crise que traverse l'École doit être budgétaire. Il est hors de question que le moindre emploi soit supprimé au budget 2027. Il est hors de question que les agent·es public·ques subissent une nouvelle humiliation en voyant leur pouvoir d'achat s'affaïsser encore. Il est hors de question que des mesures de remise à plat des réformes contestées ne soient pas engagées. Il est tout aussi hors de question que soit instrumentalisée la mobilisation lycéenne pour, de manière cynique, pousser encore plus loin les contre réformes : rythmes scolaires, statut des enseignant·es, autonomie des établissements... la petite musique actuelle est insupportable. La FSU reste mobilisée et vigilante pour gagner sur ses revendications et pour protéger les personnels, il s'agit d'engager un plan d'avenir pour l'École, de recréer des emplois, de mieux payer les personnels, de mieux encadrer les jeunes dans les classes et dans leurs parcours. Tout le contraire de la politique des 10 dernières années.

Nous terminerons en saluant la mémoire de Samuel Paty et de Dominique Bernard.